

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 19 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEDIFRAIS

6 RUE NUNGESSER ET COLI
ZAC ENTREE SUD
95500 Gonesse

Références : ud95-2024-0544
Code AIOT : 0006514085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juin 2024 dans l'établissement SEDIFRAIS implanté 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse. L'inspection a été annoncée le 17 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDIFRAIS
- 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006514085
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDIFRAIS exploite sur la commune de Gonesse un entrepôt frigorifique, constitué de 4 cellules permettant le stockage de produits frais, pour un volume maximal de 100 000 m³ et ce, pour les magasins Franprix.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
 - ◆ « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.7.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 8.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 1.2.1	Sans objet
2	Nature des installations classées	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 1.2.3.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.2.2	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.2.4.2	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.3.9	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, articles 7.5.1 et 8.2.11	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.5.2	Sans objet
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non-conformités conformités sont relevées dont une, fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. Elle concerne la charge des accumulateurs qui n'est pas réalisée exclusivement dans le local dédié et équipé à cet effet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées						
Prescription contrôlée :						
La liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est :						
Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère
1511	1	E	Entrepôt frigorifique, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 50000 m ³ mais inférieur à 300000 m ³	Entrepôt frigorifique dont le volume susceptible d'être stocké est de 100 000 m ³ (*)	Volume susceptible d'être stocké	50000 m ³ < V < 300000m ³
2920	1.a)	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, a) la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	1050 kW (3 groupes frigorifiques à l'ammoniac de puissance absorbée unitaire de 350 kW)	Puissance absorbée	> 300 kW
1136	B.c)	DC	Emploi d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure ou égale à 1,5 t	900 kg (3 bouteilles de 300 kg)	Quantité	150 kg < Q < 1.5 t
2920	2)	D	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa 2. dans tous les autres cas, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	200 kW (48 frigorifères de 3,4 kW, une pompe à chaleur de 32 kW, une installation de climatisation de 5 kW)	Puissance absorbée	> 50 kW
2921	2	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) : 2. Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	3 condenseurs évaporatifs d'une puissance unitaire frigorifique de 1635 kW	Rubrique sans seuil de classement	-
2925	-	D	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	450 kW	Puissance maximale de courant continu	> 50 kW
1530	-	NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.	170 m ³	Volume stocké	> 1000 m ³

1532	-	NC	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public	400 m ³	Volume stocké	> 1000 m ³
2662	-	NC	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, résines et adhésifs synthétiques)	36 m ³	Quantité stockée	> 100 m ³

A (Autorisation) ou E (Enregistrement), D (déclaration), NC (non classé)

Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. L'entrepôt, d'une surface de 28000 m², est un entrepôt dédié aux produits frais qui distribue la totalité des magasins Franprix de France, 95 % des magasins se trouvant en Ile-de-France.

L'entrepôt est constitué de 4 cellules de 6000 m² chacune, dont :

- 3 cellules de stockage dédiées aux produits frais, la température est de +2/+4 °C
- une cellule de stockage dédiée aux fruits et légumes, la température avoisine 8°C ;
- une zone dédiée au mûrissement des bananes.

Deux cents personnes travaillent sur le site, en équipe, du dimanche soir au samedi 17h/18h. Le site est ouvert 24h/24 avec un agent de sécurité sur site en permanence.

Les produits frais en transit proviennent de France et d'Europe.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté ses activités au regard des rubriques de la nomenclature.

S'agissant de la rubrique principale 1511 : l'entrepôt est un entrepôt dédié exclusivement aux stockages de produits frais. Aucune modification n'a été réalisée sur cet entrepôt selon l'exploitant depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. L'entrepôt relève toujours du régime de l'enregistrement.

S'agissant de la rubrique 2920.1-a : le site dispose de 3 groupes froids d'une puissance absorbée de 350 KW unitaire, pour un total de 1050 kW. Aucune modification n'a été réalisée sur ces groupes froids selon l'exploitant depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Toutefois, des évolutions réglementaires ont supprimé cette rubrique.

S'agissant de la rubrique 1136 : le site dispose de 3 cuves d'ammoniac d'une capacité unitaire de 300 kg, pour un total de 900 kg. Aucune modification n'a été réalisée sur ces cuves selon l'exploitant depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Toutefois, des évolutions réglementaires ont supprimé cette rubrique. La rubrique 4735, dédiée à l'ammoniac a été créée. Il semble que le site relève dorénavant du régime de la déclaration au titre de cette rubrique.

S'agissant de la rubrique 2921 : le site dispose de 3 TAR d'une puissance thermique évacuée unitaire de 1635 kW, soit un total de 4905 kW. Aucune modification n'a été réalisée sur ces TAR selon l'exploitant depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Toutefois, des évolutions réglementaires ont modifié cette rubrique. Le site relèverait dorénavant du régime de l'enregistrement, et non plus du régime de la déclaration, au titre de cette rubrique, le seuil de l'enregistrement étant fixé à 3000 kW.

S'agissant de la rubrique 2925 : Le site dispose toujours d'un local de charge. Aucune modification n'a été réalisée sur la puissance de charge de ce local selon l'exploitant depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Cette activité relève toujours du régime de la déclaration au titre des rubriques reprises ci-dessus.

Au cours de la visite sur site, il a bien été constaté que le bâtiment est un entrepôt dédié aux produits frais et aux fruits/légumes. Le site dispose de groupes froids associés à des cuves d'ammoniac, tels que repris dans le tableau de classement.

Demande de l'inspection : Au regard des évolutions réglementaires, il est demandé à l'exploitant de positionner ses activités en réalisant une mise à jour du classement du site accompagnée de tous les éléments justifiant du nouveau classement et des nouvelles rubriques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 1.2.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Implantation des installations sur le site
Prescription contrôlée : <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est constitué d'un bâtiment unique présentant une surface hors œuvre nette de 27 988 m² et une hauteur à l'acrotère de 11.45 mètres.</p> <p>L'entrepôt frigorifique est constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none">• 4 cellules de stockage à température positive présentant chacune une superficie de 6000 m² ;• les cellules 1, 2 et 3 sont dédiées au stockage de produits frais (produits laitiers, charcuterie...). Ces cellules sont maintenues à une température positive comprise en 0 et 4°C grâce à un circuit d'eau glycolée.• la cellule 4 dédiée au stockage de fruits et légumes est maintenue à une température de 8 à 10°C grâce à un circuit d'eau glycolée. Il est également prévu une zone dédiée au stockage de bananes dans cette cellule. Aucune installation de mûrissement n'est projetée dans la zone destinée au stockage de bananes : ce sera un local à température contrôlée de 7 à 11°C. <p>Chaque cellule dispose d'une filmeuse pour la palettisation des expéditions. (...)</p> <p>Des locaux techniques comprenant : (...)</p> <ul style="list-style-type: none">• un local de charge de 800 m² permettant la recharge de batteries des chariots, gerbeurs et tire-palettes ;• un local machine pour la production de froid de 270 m² au-dessus duquel sont situées les TAR ;• une plateforme de valorisation. <p>Les murs inter-cellules et le mur est de l'entrepôt disposent de panneaux froids de 100 mm d'épaisseur apposés à l'intérieur des cellules.</p> <p>Les cellules de stockage sont constituées que d'un seul niveau.</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé qu'aucune modification n'avait été réalisée depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Seules des housseuses qui permettent de filmer plus efficacement les palettes ont été ajoutées.</p> <p>Au cours de l'inspection, il a bien été constaté la présence de 4 cellules de stockage, dont 3 de produits frais et 1 dédiée aux fruits et légumes. La zone de mûrissement des bananes a bien été constatée.</p> <p>Le local de charge est bien distinct des cellules de l'entrepôt. L'exploitant a précisé que les batteries étaient à 95 % des batteries au plomb.</p> <p>Le local machine pour la production de froid est également distinct des cellules de stockage. On y accède depuis une porte donnant sur l'extérieur.</p> <p>Quant à la plateforme de valorisation, celle-ci permet le regroupement de déchets de plastiques/cartons pour traitement. Une presse à carton et un compacteur de plastiques y sont installés.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après, chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux d'origine daté 19 avril 2011, à l'échelle 1/500ème aucune modification n'ayant été réalisée sur le réseau depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Sur ce plan figure l'ensemble des éléments attendus, l'origine de l'alimentation en eau, les secteurs collectés, la vanne d'isolement, le séparateur hydrocarbures et le bassin nécessaire au confinement des eaux en cas d'incendie. Observation n°1 : Ce plan gagnerait à être simplifié, l'idée étant d'y faire figurer l'arrivée d'eau, le disconnecteur, les secteurs collectés, les points de rejets, la vanne de confinement, le séparateur et le bassin de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : La vanne de barrage est contrôlée tous les ans. L'exploitant a précisé avoir un contrat avec Uxello pour son entretien. La dernière vérification de la vanne a été réalisée le 25 février 2024 et telle que reprise dans le rapport présenté à l'inspection. Il est bien repris en début de rapport que cette vérification est annuelle. Le rapport conclut à l'état satisfaisant de cette vanne. L'exploitant a ajouté que, la fermeture de cette vanne n'était pas asservie au déclenchement du sprinklage. Au cours de l'inspection, il a bien été constaté la présence de cette vanne sur laquelle se trouvait un bouton de couleur verte indiquant son bon fonctionnement. Un panneau « Vanne incendie » matérialise sa présence. Cette vanne est électromotorisée. Le service maintenance a les consignes pour l'utilisation de cette vanne. L'exploitant a précisé qu'une fiche réflexe reprenait son fonctionnement. Cette fiche a été transmise à l'inspection, par courriel du 1 ^{er} juillet 2024. Sur cette fiche apparaît un plan simplifié reprenant la position de la vanne, son objectif étant de contenir les pollutions issues du site. Il est précisé que l'équipe maintenance ou l'agent de sécurité sont susceptibles de déclencher sa fermeture. Une photo de la vanne zoomant sur l'interrupteur à déclencher puis une photo du voyant qui s'allume lorsque la vanne est fermée sont reprises sur cette fiche réflexe. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux rejetées		
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Cette surveillance porte au minimum sur les eaux pluviales selon une fréquence au moins annuelle pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.8 ci-dessus.		
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du dernier prélèvement des eaux pluviales de voirie, avant rejet vers le réseau des eaux pluviales de la commune réalisé le 20 novembre 2023. Un seul point de rejet des eaux pluviales de voirie est identifié. Les mesures ont porté sur plus de paramètres que ceux repris dans l'arrêté. Les résultats de la DCO, DBO5, MES et HCT sont tous conformes aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.8, avec en synthèse les résultats suivants :		
Paramètres	VLE (mg/L)	Résultats des mesures (mg/L)
DCO	125	50,8
DBO	30	7
MES	50	15
HCT	5	<0,1
La prescription contrôlée est respectée.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et inventaire des substances dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les FDS. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En cas de tenue informatique de l'état des stocks, il convient de vérifier la possibilité d'une édition en urgence, en cas de sinistre.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks auquel est annexé un plan général des stockages. Ceci constitue une non-conformité. Non-conformité n°1 : L'état des stocks auquel est annexé un plan général des stockages n'a pas été présenté. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cet état des stocks et ce plan. Ceux-ci doivent être disponibles, c'est-à-dire aisément consultables en toute circonstance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, articles 7.5.1 et 8.2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme, en tout temps, à l'exploitant. (...) <u>Détecteurs incendie :</u> Dans les cellules de l'entrepôt, les combles, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer. <u>Détecteurs ammoniac :</u> Dans le local de production de froid, un système de détection automatique ammoniac conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. <u>Article 8.2.11</u> L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants : - le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur, - le franchissement du deuxième seuil (soit 1000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.
Constats : <u>Détection incendie</u> L'exploitant a précisé que le réseau sprinkler assurait la détection automatique en cas d'incendie (détection de l'élévation de température) et détection de fumée au-dessus du faux plafond. Il a précisé que l'entrepôt disposait d'environ 400 têtes. L'exploitant a présenté le compte-rendu de maintenance préventive rédigé par le prestataire DEF suite à la visite de maintenance débutée le 17 janvier 2024 et terminée le 19 janvier 2024 au niveau de la détection automatique d'incendie. En préambule du rapport, il est précisé « <u>un bon état de fonctionnement</u> ». Il y est précisé que des tests des détecteurs optiques de fumées et des tests de l'alarme sonore ont été réalisés. Le système sprinklage, de type ESFR, associé à une réserve d'eau de 703 m ³ , fait l'objet d'une maintenance semestrielle. Il a été vérifié le 22 février 2024 par Uxello. En préambule du rapport, il est précisé dans la conclusion générale qu'il y a des observations ou améliorations proposées.

Celles-ci concernent le moteur diesel qui n'a pu être testé du fait d'une fuite du filtre à huile. Enfin, il est précisé dans l'état du système à l'issue de la visite que celui-ci a été laissé en ordre de marche malgré les points éventuels mentionnés ci-dessus.

Enfin, s'agissant du local de charge, deux sondes de détection de l'hydrogène y sont installées. Les deux sondes H2 du local de charge ont été vérifiées le 27 octobre 2023 par le prestataire ADS. Il est conclu sur le fait que le test gaz, le passage des seuils d'alarme et la centrale sont « OK ». Les seuils d'alarme sont fixés à 25 % et 50% de la LIE pour les 2 sondes.

Détection ammoniac

S'agissant de la détection de l'ammoniac, cinq sondes sont disposées dans la salle des machines. Les cinq sondes NH3 (2 dans le local et 3 en toiture) du local de production de froid ont été vérifiées le 27 octobre 2023 par le prestataire ADS. Il est conclu sur le fait que l'étalonnage, le passage des seuils d'alarme et la centrale sont « OK ». Les seuils d'alarme sont fixés à 500 et 1000 ppm pour les 5 sondes.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu,..) (...).

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de vérifications des différents équipements :

- les portes coupe-feu ont été vérifiées par SPEM le 11 juin 2024. Sur les 19 portes coupe feu, 15 se trouvent dans l'entrepôt, les 4 dernières sont des portes coupe-feu au niveau des bureaux. Des non-conformités sont relevées. L'exploitant a indiqué que, dès lors que des non-conformités étaient relevées à l'issue des contrôles réglementaires, le devis du prestataire était signé dans les jours qui suivent pour mise en conformité. Par courriel du 1^{er} juillet 2024, l'exploitant a transmis le devis signé à la date du 18 juin 2024.

- les exutoires ont également été vérifiés par SPEM les 10/11 juin 2024. Le rapport conclut sur le fait que les essais fonctionnels se sont avérés concluants.

- les RIA ont été vérifiés par UXELLO le 12 juin 2023. Il est bien repris en début de rapport que cette vérification est annuelle. Le rapport conclut à l'état satisfaisant des RIA.

- les extincteurs ont été vérifiés le 20 juillet 2023 par DESAUTEL. Seul un extincteur est indiqué comme devant être remplacé.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- 10 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par le réseau public d'eau potable. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.</p> <ul style="list-style-type: none">- un système d'extinction automatique d'incendie par sprinklage approprié aux stockages qui doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. Ce système d'extinction automatique est associé à 1 cuve de 700 m³.- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.- de robinets d'incendie armés (hors chambres froides à température négative) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.
Constats : <p>L'exploitant a précisé qu'il y avait bien 10 poteaux privés sur le site. Ceux-ci ont été vérifiés par UXELLO le 9 juin 2023. Sur le rapport présenté, tous les poteaux sont notés comme étant fonctionnels. Ils délivrent un débit oscillant entre 215 et 220m³/h à une pression de 1 bar. Au cours de l'inspection, il a été constaté la présence de ces poteaux.</p> <p>Des RIA et des extincteurs sont bien disposés dans l'entrepôt. Les dates des derniers contrôles sont reprises dans la fiche n°8.</p> <p>Au sein du local de charge, il a été constaté qu'un RIA n'était pas accessible, un chariot étant positionné devant. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n°2 : Un RIA n'était pas accessible. L'exploitant s'assure que les moyens de lutte contre l'incendie sont accessibles en toute circonstance.</p>

Le système sprinklage, de type ESFR, associé à une réserve d'eau de 703 m³, fait l'objet d'une maintenance semestrielle. Il a été vérifié le 22 février 2024 par Uxello. En préambule du rapport, il est précisé dans la conclusion générale qu'il y a des observations ou améliorations proposées. Celles-ci concernent le moteur diesel qui n'a pu être testé du fait d'une fuite du filtre à huile. Enfin, il est précisé dans l'état du système à l'issue de la visite que celui-ci a été laissé en ordre de marche malgré les points éventuels mentionnés ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 7.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice Incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Chaque exercice fait l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au chapitre 2.6 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a précisé que des exercices d'évacuation étaient réalisés tous les semestres. Par courriel du 1^{er} juillet 2024, il a transmis un extrait du registre de sécurité sur lequel apparaît, à la date du 19 février 2024, un « essai sirène » et une « évacuation ». A ce stade, il n'est pas possible de savoir si l'exercice a été réalisé dans de bonnes conditions, particulièrement si l'ensemble des salariés ont été évacués dans un temps raisonnable et/ou si des améliorations sont nécessaires.

Observation n°2 : Les exercices d'évacuation gagneraient à faire l'objet d'un compte-rendu qui pourrait notamment reprendre, le temps d'évacuation de l'ensemble des salariés, le nombre de salariés concernés, le type d'exercice et les axes d'amélioration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2011, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge d'accumulateurs
Prescription contrôlée : La charge des accumulateurs s'effectue dans un local spécifique. Le local de charge de batterie des chariots est situé dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi REI 120. (...)
Constats : Au cours de l'inspection, il a bien été constaté l'existence d'un local dédié à la charge. Son accès se fait depuis l'extérieur de l'entrepôt. Il est contigu aux bureaux de la maintenance. Une porte coupe-feu sépare le local des bureaux de la maintenance. Cette porte a été testée au cours de l'inspection. Elle s'est complètement fermée. L'exploitant a affirmé que ce local avait une surface de 800 m². 95 % des batteries utilisées sont des batteries au plomb. Deux sondes à hydrogène, asservies à la charge sont positionnées dans ce local selon l'exploitant. Enfin, au cours de l'inspection de l'entrepôt, il a été constaté dans, au moins 2 cellules de l'entrepôt la présence de zones dédiées à la charge des chariots. Des chariots étaient d'ailleurs en train de charger lors de l'inspection. Ceci constitue une non-conformité , la charge devant s'effectuer uniquement dans le local prévu à cet effet. Non-conformité n°3 : Des zones de charges sont identifiées au sein des cellules de l'entrepôt alors que la charge doit être réalisée exclusivement dans le local dédié à cet effet. L'exploitant supprime ces zones et s'assure que la charge s'effectue exclusivement dans le local dédié. Il transmet des photos et un échéancier de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois